LE MANIFESTE CITOYEN

DE LA RÉPUBLIQUE DE L'IMPACT

Nous pouvons encore choisir.



UN ÉTAT QUI AGIT.
DES CITOYENS QUI S'ENGAGENT.
UNE FRANCE QUI AVANCE.

LIBERTÉ • RESPONSABILITÉ • SOLIDARITÉ • SOUVERAINETÉ

SOMMAIRE

— OUVERTURE : NOUS POUVONS FAIRE MIEUX

01 QUATRE PRINCIPES

02 UN ÉTAT QUI AGIT

03 SIMPLIFIER POUR LIBÉRER

04 ORGANISER L'ÉTAT POUR SES MISSIONS

05 UNE FRANCE QUI MAÎTRISE SON DESTIN

06 PRODUIRE, TRANSMETTRE, PROTÉGER

07 DES TERRITOIRES QUI PEUVENT AGIR

08 LE CITOYEN N'EST PAS UN SPECTATEUR

09 LE STATUT DE CITOYEN FRANÇAIS

10 LE PACTE DE RÉCIPROCITÉ

11 RECONNAÎTRE CEUX QUI S'ENGAGENT

12 UNE DÉMOCRATIE OÙ CHACUN A UNE MISSION

13 UN ÉTAT QUI REND DES COMPTES

14 LA VÉRITÉ DES RÉSULTATS

15 DU MANIFESTE AU GOUVERNEMENT

— CONCLUSION : LE NOUVEAU CONTRAT

NOUS POUVONS FAIRE MIEUX

La France possède tout ce qui fait une grande Nation : une histoire, une langue, une culture, des territoires, des savoir-faire, des infrastructures, des entreprises, des chercheurs, des enseignants, des soignants, des agriculteurs, des artisans et des agents publics.

Elle possède surtout des millions de citoyens qui travaillent, entreprennent, créent, transmettent et s'engagent chaque jour. Notre pays ne manque ni de talents, ni de ressources, ni d'énergie.

Et pourtant, beaucoup de Français partagent un même sentiment : **nous pourrions faire mieux.**

Au fil du temps, notre organisation publique s'est complexifiée. Les règles se sont accumulées. Les responsabilités se sont dispersées. Les structures se sont superposées. La procédure a parfois pris le pas sur le service rendu.

Nous dépensons. Nous légiférons. Nous réformons. Mais nous posons trop rarement la question essentielle :

QU'AVONS-NOUS RÉELLEMENT CHANGÉ ?

Nous refusons de considérer l'impuissance comme une fatalité. Nous refusons également de croire qu'il suffirait de dépenser davantage, de réglementer davantage ou de demander toujours davantage aux Français.

Nous proposons de changer de méthode et de reconstruire la relation entre l'État, le citoyen et la Nation.

Nous appelons cette vision :

LA RÉPUBLIQUE DE L'IMPACT.

01
QUATRE PRINCIPES

La boussole politique de la République de l'Impact.



LIBERTÉ

Responsabiliser, c'est aussi libérer.



Ces quatre principes
se renforcent mutuellement.
Aucun ne suffit seul.
Ensemble, ils guident nos choix
et notre action



RESPONSABILITÉ

Celui qui décide
doit pouvoir
répondre du résultat



SOLIDARITÉ

La solidarité protège.
La responsabilité
la rend durable.



SOUVERAINETÉ

Être souverain,
c'est pouvoir décider
de son avenir.

02
UN ÉTAT QUI AGIT

L'État doit être jugé sur ce qu'il accomplit.

Les moyens sont nécessaires. Mais ils ne constituent pas le résultat.
Une loi votée n'est pas encore une transformation.
Un budget engagé n'est pas encore une réussite.
Une annonce n'est pas encore une politique accomplie.

Nous voulons donc passer de l'intention à l'action,
de l'action au résultat, et du résultat à l'impact.



MOYENS	ACTIONS	SERVICES	EFFETS	IMPACT
Ce que la Nation Mobilise	Ce que l'État met en œuvre	Ce qui est délivré	Ce qui change pour les Citoyens	La transformation durable obtenue pour la Nation

Chaque grande politique devra répondre à des questions simples :

- Que voulons-nous changer ?
- Que faisons-nous réellement ?
- Quels moyens mobilisons-nous ?
- Quels résultats obtenons-nous ?
- Quel impact produisons-nous pour les Français et pour la Nation ?

> Cette méthode ne remplace pas la politique. Elle oblige la politique à aller jusqu'au bout de ses décisions.

03
SIMPLIFIER POUR LIBÉRER

La complexité n’est pas une preuve de sérieux.

Une procédure inutile n’est pas un service public. Une règle incompréhensible n’est pas nécessairement une bonne règle.

La complexité administrative coûte du temps aux citoyens, de l’énergie aux agents publics et de l’argent à notre économie.

Nous voulons donc instaurer une culture permanente de la simplification.

- ✓ Supprimer les doublons.
- ✓ Réexaminer les règles devenues inutiles.
- ✓ Simplifier les démarches.
- ✓ Utiliser le numérique lorsqu’il facilite réellement la vie.
- ✓ Maintenir un accompagnement humain lorsque celui-ci est nécessaire.



LA LOI GUILLOTINE

Réexaminer et supprimer les normes devenues inutiles ou contradictoires, sans affaiblir les protections nécessaires.

Ce n’est pas au Citoyen de comprendre l’organisation de l’État pour obtenir un service.

C’est à l’État de s’organiser pour servir le Citoyen.

04
ORGANISER L'ÉTAT POUR SES MISSIONS

Changer la méthode suppose aussi de changer l'organisation.

Nous ne voulons plus organiser l'État uniquement selon les frontières administratives héritées du passé. Nous voulons l'organiser selon les grandes missions de la Nation.

UNE MISSION CLAIRE.
UNE RESPONSABILITÉ IDENTIFIÉE.
DES MOYENS COHÉRENTS.
DES RÉSULTATS ÉVALUÉS.



SOUVERAINETÉ

Indépendance, sécurité, intérêts vitaux.



PRODUCTION

Industrie, agriculture, énergie.



TRANSMISSION

Éducation, culture, avenir.



PROTECTION

Santé, solidarité, protection.



TERRITOIRES

Proximité et adaptation au réel.



AVENIR

Temps long, innovation, capacités stratégiques.

05
UNE FRANCE QUI MAÎTRISE SON DESTIN

La souveraineté comme liberté collective.

Nous voulons une France ouverte sur le monde.
Mais l'ouverture ne doit pas devenir la dépendance.

Une Nation qui dépend totalement d'autres puissances pour ses besoins essentiels finit par perdre une partie de sa liberté politique. Nous voulons donc reconstruire une souveraineté concrète.

ÉNERGIE.
AGRICULTURE.
INDUSTRIE.
TECHNOLOGIES STRATÉGIQUES.
INFRASTRUCTURES.
DÉFENSE.

Notre objectif n'est pas de tout produire seuls.
Il est de conserver suffisamment de capacités pour ne jamais être privés de notre liberté de choisir.



06
PRODUIRE, TRANSMETTRE, PROTÉGER

Produire nous donne les moyens.
Transmettre nous donne une continuité.
Protéger nous donne la sécurité d'avancer.

PRODUIRE

Une Nation forte doit être capable de produire de l'énergie, de l'alimentation, des biens, des technologies, des connaissances et de la valeur.

TRANSMETTRE

Une Nation reçoit un héritage et prépare un avenir. Notre langue, notre histoire, notre culture, nos savoirs et nos principes républicains doivent être transmis.

PROTÉGER

La République doit garantir l'essentiel : sécurité, justice, santé, infrastructures vitales, défense du territoire et continuité de la Nation face aux crises.



07
DES TERRITOIRES QUI PEUVENT AGIR

La République doit garantir l'égalité.
Mais l'égalité ne signifie pas l'uniformité.

Les réalités d'un village, d'une métropole, d'un bassin industriel, d'un territoire agricole ou ultramarin ne sont pas identiques.

Nous voulons rapprocher l'action de ceux qui connaissent le terrain. L'État doit garantir les grands équilibres, les droits fondamentaux et la solidarité nationale. Mais lorsqu'une décision peut être prise plus efficacement au niveau local, elle doit pouvoir l'être.



DÉCIDER AU BON NIVEAU, C'EST AUSSI RESPONSABILISER.

Être citoyen,
c’est pouvoir compter
sur la Nation
et permettre à la Nation
de compter sur nous.

08
LE CITOYEN N’EST PAS UN SPECTATEUR

Nous pouvons transformer l’État, simplifier les règles et reconstruire notre souveraineté.
Mais aucune République ne peut être forte si ses citoyens deviennent uniquement les consommateurs de ses services.

Le citoyen n’est pas seulement un usager, un contribuable ou un électeur. Il appartient pleinement à la communauté nationale.

ÊTRE CITOYEN, C’EST POUVOIR COMPTER SUR LA NATION

ET PERMETTRE À LA NATION DE COMPTER SUR NOUS.

CITOYEN

LA NATION PEUT COMPTER SUR MOI.



09
LE STATUT DE CITOYEN FRANÇAIS

ON NE NAÎT PAS CITOYEN. ON LE DEVIENT.

Pour celui qui grandit en France, l'entrée dans l'âge adulte ouvre naturellement le passage vers la citoyenneté. Ce passage s'accomplit par le Service à la Nation.

1

RÉSIDENT FRANÇAIS

Vivre durablement en France, travailler, contribuer, respecter la loi et bénéficier des protections fondamentales.

2

ENTRÉE DANS L'ÂGE ADULTE

Le moment du passage vers la citoyenneté.

3

SERVICE À LA NATION

Protéger, transmettre, aider, secourir, défendre, contribuer.

4

CITOYEN FRANÇAIS

Le Statut de Citoyen Français donne accès aux droits attachés à la citoyenneté et engage, en retour, chacun à prendre sa part dans la vie de la Nation : transmettre, servir, protéger, participer et respecter.

Le Service à la Nation prend des formes différentes selon les capacités de chacun.

Pour celui qui rejoint la France plus tard, un Service à la Nation adapté ouvre le même chemin vers la citoyenneté.

10
LE PACTE DE RÉCIPROCITÉ

Des droits garantis. Des responsabilités assumées.

LA NATION
Prend sa part

PROTÉGER
GARANTIR
SOUTENIR



LE CITOYEN
Prend sa part

PARTICIPER
CONTRIBUER
RESPECTER

**LA RÉCIPROCITÉ N'EST PAS L'ADVERSAIRE DE LA SOLIDARITÉ.
ELLE EN PROTÈGE LA LÉGITIMITÉ.**

UNE RUPTURE D'UNE GRAVITÉ EXCEPTIONNELLE DU PACTE DE RÉCIPROCITÉ PEUT ENTRAÎNER LA PERTE DU STATUT DE CITOYEN FRANÇAIS.

Cette décision ne peut intervenir que dans les conditions prévues par la loi, avec les garanties de la justice. Le Citoyen redevient alors Résident Français.

LA RESPONSABILITÉ SUPPOSE LA CONSÉQUENCE.
LA JUSTICE DOIT AUSSI PERMETTRE LA RÉPARATION.

11
RECONNAÎTRE CEUX QUI S’ENGAGENT

La République ne doit pas seulement savoir constater les manquements.
Elle doit savoir reconnaître les contributions.

Celui qui enseigne.
Celui qui soigne.
Celui qui protège.
Celui qui entreprend.
Celui qui crée.
Celui qui innove.
Celui qui sert.
Celui qui s’engage pour les autres.

Nous voulons développer une véritable culture de la reconnaissance civique.
Les modalités pourront évoluer, mais le principe restera.

LA RÉPUBLIQUE DOIT SAVOIR DIRE MERCI À CEUX QUI LA FONT VIVRE.

12
UNE DÉMOCRATIE OÙ CHACUN A UNE MISSION

Une démocratie adulte repose sur la clarté des responsabilités et l'engagement de chacun à son niveau.

Pour que notre démocratie soit efficace, lisible et responsable, chaque élection correspond à une mission précise.

TROIS ÉLECTIONS TROIS RESPONSABILITÉS



TROIS ÉLECTIONS
TROIS RESPONSABILITÉS

Le temps du mandat doit être celui de la mission.



LE MAIRE

6 ans

AGIR AU PLUS PRÈS

Il décide et agit pour votre commune, vos services de proximité, votre cadre de vie



LE DÉPUTÉ

4 ans

REPRÉSENTER, LÉGIFÉRER, CONTRÔLER

Il représente la Nation à l'Assemblée de la Nation et contrôle l'action du Gouvernement



L'ÉQUIPE NATIONALE

7 ans

GOUVERNER LA NATION

L'équipe nationale conduit la politique de la Nation.

ON N'ÉLIT PAS UNE PERSONNALITÉ POUR CONQUÉRIR LE POUVOIR.
ON CHOISIT UNE ÉQUIPE POUR ACCOMPLIR UNE MISSION.

UNE ÉQUIPE
UNE MISSION

Une équipe au service d'une seule mission : servir la Nation.



L'ASSEMBLÉE DE LA NATION

75%

DÉPUTÉ
Élu

25%

CITOYENS FRANÇAIS
Tirés au sort

UNE ASSEMBLÉE DE LA NATION



Une seule Assemblée vote les lois :

l'Assemblée de la Nation.

Le Sénat disparaît.

Le quart citoyen
change à chaque session.

les députés
apportent
la continuité.

les citoyens
apportent le
renouvellement
du réel.



13
UN ÉTAT QUI REND DES COMPTES

Un État qui demande davantage de responsabilité aux citoyens doit commencer par l'exiger de lui-même.

Gouverner demande du temps. Rendre compte ne peut pas attendre la fin du mandat.
Tous les trois mois, le Gouvernement doit rendre compte à la Nation :

Ce qu'il avait annoncé.
Ce qu'il a fait.
Ce qu'il a obtenu.
Ce qui n'a pas fonctionné.
Pourquoi.
Ce qu'il va corriger.

7 ANS POUR TRANSFORMER.

3 MOIS POUR RENDRE COMPTE.

RENDRE COMPTE N'EST PAS COMMUNIQUER.
RENDRE COMPTE, C'EST RÉPONDRE DE SON ACTION.

14
LA VÉRITÉ DES RÉSULTATS

Le gouvernement ne peut pas être seul juge de sa propre réussite.

Les résultats doivent pouvoir être vérifiés indépendamment.

Un Auditeur Indépendant de l'Impact Public vérifie la qualité des données, la cohérence des méthodes et la réalité des résultats présentés.

Il ne gouverne pas.
Il ne choisit pas les objectifs politiques.
Il vérifie la sincérité des résultats.

LE POLITIQUE DÉCIDE.
L'ADMINISTRATION EXÉCUTE.
L'AUDITEUR VÉRIFIE.
L'ASSEMBLÉE CONTRÔLE.
LA NATION JUGE.

Un Gouvernement doit pouvoir reconnaître qu'une politique n'a pas fonctionné, en expliquer les raisons et la corriger.

L'ERREUR PEUT ÊTRE ADMISE.
L'ABSENCE DE CORRECTION NE PEUT PAS L'ÊTRE.

15
DU MANIFESTE AU GOUVERNEMENT

Le cap d'abord, la trajectoire ensuite.

Ce Manifeste citoyen ne fixe volontairement pas une accumulation d'objectifs chiffrés de politique publique. Il fixe en revanche les nombres qui constituent directement un choix institutionnel.

Le Manifeste fixe le cap et l'architecture.
L'équipe gouvernementale candidate devra présenter la trajectoire qu'elle propose pour les mettre en œuvre.

Une équipe qui demande à gouverner devra présenter à la Nation non seulement un projet, mais aussi les femmes et les hommes chargés de le conduire.

Sa trajectoire devra partir de la situation réelle du pays, de ses finances, de ses administrations, de ses capacités humaines, de ses infrastructures et de ses capacités industrielles.

Chaque grande politique devra ensuite recevoir :



Un objectif clair



Un calendrier



Des moyens



Des indicateurs

LE MANIFESTE DIT : VOILÀ OÙ NOUS VOULONS ALLER.

LE PROGRAMME DIRA : VOILÀ COMMENT NOUS ALLONS Y ARRIVER.

LES RÉSULTATS PERMETTRONT AUX CITOYENS DE DIRE : VOILÀ SI VOUS AVEZ RÉUSSI.

LE NOUVEAU CONTRAT

Nous ne proposons pas une République parfaite. Nous proposons une République responsable.

Une République qui protège sans étouffer. Qui simplifie au lieu de compliquer. Qui libère l'initiative. Qui assume la solidarité. Qui exige la responsabilité. Qui transmet. Qui protège sa souveraineté. Qui agit. Et qui rend des comptes.

Nous voulons également une citoyenneté pleinement vécue : une citoyenneté qui donne des droits, protège et permet de participer, mais aussi une citoyenneté qui engage.

À L'ÉTAT, NOUS DEMANDONS

AGIR.

Protéger • Simplifier • Garantir • Préparer l'avenir • Rendre des comptes

AU CITOYEN, NOUS DEMANDONS

S'ENGAGER.

Transmettre • Servir • Protéger • Participer • Respecter

ENTRE LES DEUX, NOUS PLAÇONS

LA RÉCIPROCITÉ.

Des droits garantis • Des responsabilités assumées • Une solidarité protégée • Une liberté retrouvée

CHOISIR SON AVENIR

Une France qui produit, transmet, protège, innove, assume sa solidarité, valorise l'engagement et reste suffisamment souveraine pour décider librement de son avenir.

Parce qu'une République forte ne se mesure pas seulement à ce qu'elle promet, mais à ce qu'elle permet à son peuple d'accomplir.

UN ÉTAT QUI AGIT.
DES CITOYENS QUI S'ENGAGENT.
UNE FRANCE QUI AVANCE.



NOUS POUVONS ENCORE CHOISIR.

LA RÉPUBLIQUE DE L'
IMPACT